

« France-Algérie : les voies de la réconciliation », de Yazid Sabeg et Fatima Besnaci-Lancou.

INTERNATIONAL La commémoration du débarquement allié en Provence est l'occasion d'un dialogue de mémoires entre Paris et Alger

France-Algérie : les voies de la réconciliation

Le Figaro
14.15/04

Le temps ne peut être prétexte à garantir la sérénité et la fin de la douleur indispensables à l'écriture d'une nouvelle page d'histoire entre deux peuples.

PAR
**YAZID SABEG
ET FATIMA
BESNACI-LANCOU**

Cette écriture ne dépend pas du temps qui sépare les événements mais tout simplement d'une conjoncture ou d'une opportunité politique. Elle peut aussi relever du principe de réalité et d'une exigence morale singulière.

A l'issue de longues décennies d'incompréhension émotionnelle, l'Algérie et la France, deux peuples qui ont falli jadis n'en faire qu'un, s'apprennent, au nom de ces considérations, à passer de la pacification de leurs relations à la réconciliation. Un traité fondé sur l'amitié et la confiance va sceller cette réconciliation.

Pour qu'ils réussissent dans leur entreprise courageuse, nos deux pays doivent surmonter les complexes de colonisateur afin de construire un avenir.

Il s'agit ni plus ni moins que de construire une alliance dont le premier résultat sera notamment de donner toute leur place aux millions de Français d'origine algérienne dans le pays dans lequel ils sont nés et de leur permettre d'être fiers du rayonnement de la France en Algérie

et dans le monde arabe. Qui peut en outre nier qu'une partie importante des problèmes de l'Algérie moderne ne trouve sa solution dans une telle alliance ?

Cette entreprise est d'abord un défi politique dans le contexte actuel, les polémiques persistantes nous le rappellent. Même si ces instrumentalizations du passé et les mises en scène des derniers protagonistes de la génération des événements d'Algérie régressent plutôt et ont de moins en moins de résonance, l'Algérie est encore considérée avec défiance et constitue une figure obligée du discours de politique intérieure d'une partie de notre classe politique.

Bien que mal connu de l'opinion mais pourtant crucial, le souvenir traumatique qu'est l'Algérie sur la société française continue en effet de mobiliser les consciences et de susciter de l'incrédulité, de la stupeur et le plus souvent de fortes tensions dans l'opinion et l'expression publique. C'est la raison pour laquelle il est indispensable de sortir d'une gestion purement mémorielle des événements d'Algérie.

L'expérience réussie de la réconciliation franco-allemande

Le problème des harkis mérite d'être traité avec attention et courage

Nous indiquons indéniablement comment interpréter, écrire, notre passé commun avec l'Algérie et construire l'avenir ensemble. En France, les réticences à évoquer la période 1939-45 ont été vaincues par la volonté et le désir exprimés par les élites françaises et alle-

mandes, d'écrire une histoire commune engagée dans le devoir de mémoire et la réconciliation. Le fait même de l'établissement d'un dialogue franco-allemand permanent a eu des effets considérables sur les représentations de la guerre de 39/45, de ses causes et de ses conséquences. La compréhension réciproque, le respect mutuel et les cadres de contacts et de coopération réguliers, ainsi que les mesures de confiance qui ressortent de cette réconciliation sont régulièrement cités par les deux alliés français et allemands.

La réconciliation est donc indissociable d'une lecture respectueuse et commune de l'histoire, même si ce processus implique une part nouvelle de vérité et une réécriture partielle ou complète avec tous les risques que cela comporte.

La France et l'Algérie ne doivent pas avoir peur d'exhumer des crimes occultés ou des lâchetés dissimulées. Ils ne doivent pas avoir peur de porter des jugements de valeur sur les hommes et les actes du passé. Ils ne doivent pas avoir peur de s'élever contre des silences ou des tabous réels ou supposés. Ils doivent cesser d'invoquer, de ressasser et de magnifier des passés ulcérés.

La France doit aussi considérer la prégnance de son passé algérien vivant encore dans les relations sociales de ses citoyens en dépit de l'hyperamnésie qui sévit sur l'histoire de l'Algérie en France.

Un obstacle majeur doit enfin être surmonté : la réconciliation des différentes mémoires algériennes de France.

Que faut-il entendre par là ? Tout simplement la fin des antagonismes consécutifs à l'indépendance de l'Algérie.

D'une part, l'exode massif et brutal des pieds-noirs et des membres de la communauté juive séfarade. La nostalgie de l'Algérie française s'apparente, depuis cet exode, au mythe d'un âge d'or, enseveli sous les décombres de l'indépendance algérienne, marquée par la politique de la terre brûlée. La fin de l'Algérie française ne doit plus résonner dans les consciences comme le glas de l'empire colonial français, assimilé à la chute de l'Empire romain. Elle doit être le point de départ d'une vraie réflexion : quelle aurait été la place de ces communautés dans une Algérie indépendante ? Quel rôle ont-elles à jouer pour l'Algérie d'aujourd'hui avec des relations apaisées avec la France ?

D'autre part, un autre déchirement s'est produit au sein même de la communauté arabo-berbère de France, entre celle de l'immigration et celle des « harkis ». Cette population possède de l'Algérie deux mémoires, deux réels d'une même histoire. L'apaisement des conflits mémoriels qui opposent ces deux populations est nécessaire. La fusion de ces deux communautés sœurs ne pourra résulter que de la fin des postures symboliques et politiques de deux États, qui ont nourri, consciemment ou inconsciemment, l'incompréhension, le rejet, voire la haine.

Rappelons une fois encore que la France a abandonné les harkis puis a considéré comme des citoyens de seconde zone ceux d'entre eux qu'elle avait daigné accueillir. La France n'a, ce faisant, fait qu' légitimer et

conforter le mépris et le rejet de l'Algérie. Pourquoi donc l'Algérie devrait-elle se pencher sur cet aspect de son histoire alors même que la France lui renvoie l'image d'individus marginalisés et exclus ?

Sujet difficile, le problème des harkis mérite donc d'être traité avec attention et courage. Il est désormais indispensable de lever l'ambiguïté sur la réalité qui

Un obstacle majeur doit enfin être surmonté : la réconciliation des différentes mémoires algériennes de France

se cache derrière les chiffres : 68 % des Français pensent que la France a mal agi envers les harkis (1), témoignant ainsi d'une large sympathie à leur égard. Ce qui ignore la majorité des Français mais qu'une grande partie des Algériens garde à l'esprit, c'est qu'ils n'ont pas toujours fait un choix raisonné en choisissant la France.

Leur faible conscience politique a transformé ces suppléants de l'armée française, largement recrutés parmi les paysans analphabètes, en jouets des circonstances : loyaux serviteurs de la République, ils étaient avant tout des paysans algériens profondément attachés à leur terre.

Les Français doivent intégrer cette donnée sociale, afin que leur sympathie affichée pour les harkis ne se retourne pas en mépris envers ceux qui ont choisi l'Algérie indépendante.

Mais il serait vain que la France accomplisse seule ce tra-

vail de reconnaissance et de mémoire. L'Algérie, quant à elle, doit résolument sortir du discours compulsiif sur sa mémoire révolutionnaire. La guerre de libération algérienne ne s'est pas contentée d'entretenir un archaïque culte de la révolution populaire, même si son but respectable fut de résister à l'Algérie sa souveraineté et son identité. Elle fut aussi un projet de bouleversement de la société algérienne dont les résultats sont aujourd'hui éminemment discutables. La flamme antifrançaise a nourri cette révolution. Elle a permis à ceux qui

ponctuellement enmer avec vivacité comme les résistants véritables et légitimes. Elle a aussi permis de présenter leurs adversaires comme les « héritiers du colonialisme ». Elle a permis de cultiver aussi le souvenir hégémonique et stigmatisant du harki traître et collaborateur. Ce souvenir n'a pas servi l'identité de l'Algérie. Il n'est qu'un des avatars d'une question beaucoup plus vaste, qui est l'histoire franco-algérienne.

Il est indispensable sur ce point que l'Algérie définisse d'autres modalités d'expression de sa mémoire algéro-algérienne, en renonçant une fois pour toutes au cliché selon lequel une partie de ces Algériens seraient collectivement et volontairement engagés dans la collaboration avec un occupant, hors de toute contrainte ou nécessité. La France, quant à elle, doit avoir en tout état de cause une attitude simple envers ses

communautés arabo-berbères : reconnaître et réparer les conséquences tragiques de son attitude vis-à-vis des harkis depuis 1962 et tirer les leçons de la faillite de ses politiques d'intégration depuis plus de trente ans, afin de relever le défi du communautarisme et de l'intégrisme.

Trouver une voie mémorielle nouvelle qui permette de construire des relations franco-algériennes renouvelées à l'instar des relations franco-allemandes est le désir sincère de tous les millions d'Algériens français. Le fait de compter parmi ceux-là ne nous donne certainement pas de légitimité particulière pour aborder librement la question des relations franco-algériennes. Les pieds-noirs, les juifs séfarades d'Algérie, les Français qui ont perdu un des leurs là-bas ont aussi leur part de mémoire et de légitimité.

Nous le faisons, car nous sommes français et que cette réconciliation concerne tous les Français.

En effet, cette réconciliation doit aussi permettre d'établir enfin un espace de paix et de prospérité en Méditerranée, un espace où la France soit véritablement la grande puissance politique, économique et culturelle. Cette Méditerranée dont parle Fernand Braudel, qui, en son temps, avait réconcilié le christianisme, l'islam et le monde grec.

Président de la Convention laïque pour l'égalité.
Directrice des Éditions Séd, auteur de *Fils de harkis* (Ateliers) et présidente de Harkis et droits de l'homme.
(1) Sondage France 2, novembre 2003.